

Communiqué des sections syndicales CGT Educ'action, Sgen-CFDT, SNES-FSU, Sud Éducation et des personnels du lycée Angela Davis – 7 décembre 2019

Les personnels du lycée Angela Davis réagissent à l'article, publié en ligne le 3 décembre dans l'Express, dans sa version papier le lendemain, intitulé selon la version : « Mon lycée va craquer » ou « Filles voilées en cours, "ateliers racisés"... Des lycées hors des clous de la laïcité ».

Cet article, au-delà du fait qu'il est une atteinte inacceptable à la dignité et au travail d'enseignant.e.s et de personnels de la République, à ses institutions elles-mêmes, aux élèves de l'établissement et à leurs parents, s'appuie sur une série d'allégations mensongères que nous dénonçons. Il nuit à l'image de l'établissement, et blesse profondément celles et ceux qui y travaillent et y étudient.

Cette publication a été suivie d'un entretien du ministre de l'Éducation Nationale, Jean-Michel Blanquer, publié dans l'édition en ligne du 4 décembre, et pratiquement entièrement consacré au lycée Angela Davis.

C'est par voie de presse que nous avons appris l'objectif de l'inspection générale. Celle-ci nous avait été annoncée par Monsieur le Recteur le mardi 12 novembre comme une réponse à l'agression au couteau d'un de nos élèves aux abords du lycée. En réalité, elle viserait à signaler les « manquements » vis-à-vis de la « neutralité religieuse mais aussi politique » dans l'enceinte du lycée et de prendre les « sanctions disciplinaires qui s'imposent ».

Ces allégations sont évidemment fausses. Les personnels du lycée et sa direction demandent aux élèves de respecter le principe de laïcité et le règlement intérieur de l'établissement. De même, aucun « atelier racisé », pour reprendre les termes employés dans l'article, n'a été organisé au sein du lycée Angela Davis.

Il existe néanmoins des conditions d'enseignement difficiles, bien réelles, qui sont quant à elles passées sous silence : 35 élèves par classe dans les niveaux de première générale qui préparent les épreuves anticipées du baccalauréat, des moyens indigents pour le pôle médico-social qui vient en aide aux élèves confrontés à de réelles difficultés (une assistance sociale et une infirmière pour plus de 1000 élèves, dont plus de 50% sont boursier.e.s, avec un internat de proximité), l'absence d'installations sportives dans un établissement neuf, des moyens de vie scolaire insuffisants pour assurer les missions quotidiennes (deux équivalents temps plein CPE pour tout l'établissement), des moyens quasi inexistantes pour la tenue de projets éducatifs et d'options, des situations de violence extrême aux abords du lycée.

Autant de problématiques sur lesquelles nous n'avons cessé d'interpeller notre hiérarchie, le rectorat de Créteil et la Région depuis l'ouverture de l'établissement, le plus souvent en vain. Ce fut notamment le cas lors d'un mouvement de grève largement majoritaire chez les enseignant.e.s à la rentrée 2019, qui nous a valu une audience tardive avec le Rectorat, sans aucune mesure substantielle.

Nos mobilisations ne sont en aucun cas pour nous un « terrain de jeu politique » : elles sont coûteuses financièrement, elles génèrent une charge de travail conséquente dans la vue d'assurer envers et contre tout la réussite de nos élèves aux examens. Nous sommes avant tout contraint.e.s de réagir à des conditions de travail qui ne nous facilitent pas l'exercice de nos missions éducatives. Loin d'être « minoritaires », elles impliquent la majorité des membres de la communauté enseignante et pédagogique, les parents d'élèves, les élu.e.s et partenaires au niveau local et national qui sont sensibles à nos difficultés.

Nous voyant injustement attaqué.e.s sur notre absence de neutralité, il est incompréhensible de voir, par voie de presse, notre ministre envisager des sanctions, avant même que les enseignant.e.s n'aient été auditionné.e.s à ce sujet, et ne pas accorder bienveillance et confiance à ses personnels. Il n'y a eu aucune vérification préalable de la qualité des sources invoquées par une journaliste dont certains articles ont été fortement remis en cause lors de contre-enquêtes¹ menées par d'autres titres de presse et deux observatoires reconnus : Acrimed et Arrêts sur Image. Nous nous alarmons du fait que ces pratiques qui visent à discréditer les enseignant.e.s touchent d'autres équipes : la communauté pédagogique du lycée Joliot Curie de Nanterre, également mise en cause, dénonce vivement des témoignages mensongers au sujet des réactions suite à l'attentat qui a frappé Charlie Hebdo.

Notre communauté enseignante est quotidiennement éprouvée en cette période, engagée face aux violences et aux difficultés scolaires, enjointe de s'adapter à des changements et des réformes complexes en un temps toujours trop court. Elle est néanmoins toujours prête aux sacrifices lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de ses élèves, les devoirs et obligations des personnels, et les valeurs de tolérance, de liberté et d'ouverture sociale et culturelle qui sont celles de la République, notre République. Elle mérite, pour cela, un minimum de respect et de considération. Un minimum de confiance, surtout.

1

¹ <https://bit.ly/38gVQMK> (source : Yagg.com) / <https://bit.ly/34WCNVz> (source : lejsd.com) / <https://bit.ly/2RrhTKI> (soucre : acrimed.org) / <https://bit.ly/2OWnpDq> (arretsurimages.net)